

La quarante-huitième lettre d'information (2019): Nous exigeons des changements pour pouvoir avoir un futur.



V. Arun Kumar, manifestation d'étudiants Delhi, 18 novembre 2019.

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

Le 18 novembre, des étudiants de l'Université Jawaharlal Nehru de l'Inde (JNU) ont défilé devant le Parlement à New Delhi dans le cadre de leur protestation générale contre la hausse des frais de scolarité. Alors

que les étudiants commençaient leur procession, la police de Delhi a déclaré que la marche était illégale. Comme les étudiants persistaient, la police a commencé à les arrêter et à les battre. D'autres ont continué, non intimidés par la répression. La police a porté des accusations contre les étudiants et a commencé à les battre avec férocité. Shashibhushan Pandey a retiré ses lunettes noires et a dit : » Je suis aveugle « , ce à quoi un policier a répondu : » Pourquoi venez-vous pour la manifestation si vous êtes aveugle ?

L'Union des étudiants de la JNU (JNUSU) – qui a mené la campagne contre la destruction de l'enseignement public – a montré que d'énormes sommes d'argent ont été données à de grandes entreprises sous forme de réductions d'impôts et de prêts non remboursés, alors que les étudiants sont obligés de prendre l'argent de leur famille, de s'endetter auprès des banques ou de quitter leurs études. Les priorités d'un gouvernement – et d'une civilisation – qui privilégie les remises d'impôts à la classe capitaliste alors qu'elles sapent le potentiel des étudiants sont celles d'une civilisation qui a perdu son chemin. Dans son dépliant pour la longue marche vers le Parlement, la JNUSU a posé deux questions élémentaires : Demandons si les 99% peuvent étudier ou non. Demandons-nous pourquoi les impôts de 99% ne sont dépensés que pour le 1%. La réponse leur a été donnée par les bottes, les bâtons et les canons à eau de la police. La présidente de la JNUSU, Aishe Ghosh, qui avait été détenue ce jour-là, s'est adressée aux médias sociaux pour dire que les passages à tabac et le harcèlement » n'aideraient pas à faire taire nos voix « .



Srekanth Sivadasan, Rohini Dolui confronte la police, 18 novembre 2019.

Le hashtag de cette séquence de protestations est #FeesMustFall – un écho du cri du monde entier, des protestations des étudiants contre les hausses de frais de scolarité de l’Afrique du Sud au Chili. Pourquoi les gouvernements augmentent-ils les frais de scolarité et renchérissent-ils l’enseignement supérieur ? Premièrement, l’attaque contre l’enseignement supérieur s’inscrit dans le cadre d’une politique générale d’austérité, où les gouvernements réduisent le volet social de leurs budgets – soins de santé, soins aux aînés, réduction de la pauvreté, éducation – afin d’éviter d’augmenter les impôts que les entreprises doivent payer. Deuxièmement, il est devenu clair que l’éducation publique – et les syndicats étudiants dans ces institutions – sont des lieux importants pour contester l’irrationalité de la politique néolibérale et néofasciste. On fait valoir que l’endettement disciplinera les étudiants à se consacrer davantage à leur carrière personnelle – afin de pouvoir rembourser leur dette – plutôt qu’à des questions d’importance politique sérieuse.

L’interprétation la plus étroite de l’éducation semble gouverner les décideurs politiques ; ils considèrent l’éducation comme faisant partie de la construction d’une carrière individuelle, et non de la construction de la société. La tendance fondamentale du capitalisme est de faire de l’éducation une marchandise et non une ressource commune. Si l’éducation devient une marchandise, les élèves sont réduits à des marchandises ; la sensibilité à explorer des idées et l’insistance à imaginer un nouveau monde fondé sur des valeurs humaines s’érodent parmi les élèves. L’impact sur les enseignants reflète l’impact sur les élèves, car les enseignants sont poussés à faire plus d’enseignement et moins de recherche, plus d’enseignement et moins de discussion sur les valeurs politiques fondamentales (comme cela a été explicitement indiqué dans le projet de politique nationale du gouvernement indien sur l’éducation). Prabhat Patnaik, professeur émérite à la JNU, **affirme** à juste titre :
 » Une communauté académique qui s’acharne à poursuivre l’enseignement et la recherche *à l’exclusion de la défense des libertés et des droits*, ne réussira même pas à poursuivre l’enseignement et la recherche. Celles-ci exigent la liberté de pensée et d’expression ; le déni de ces libertés nuit également à l’enseignement et à la recherche. *Pourtant, cette exigence n’est pas mentionnée dans l’ensemble du rapport, même si elle est actuellement attaquée, avec la menace de poursuites en vertu de lois séditionnaires qui pèsent tout le temps sur le monde universitaire* . La pensée s’assèche ; les universités et les collèges deviennent des déserts intellectuels.

Le 29 novembre, des étudiants pakistanais descendront dans la rue ; les **problèmes** auxquels ils sont confrontés sont à peu près les mêmes que ceux qui touchent les étudiants indiens. L’historien Ammar Ali Jan **a parlé** de l’ « absence de principes », de l’absence d’un programme clair qui « hante notre présent, avec confusion et cynisme bloquant la possibilité d’une politique transformatrice », à propos de la montée des étudiants. Au Festival Faiz organisé par le Collectif des étudiants de Lahore, Arooj Aurangzeb, Mohsin Abdali et d’autres ont chanté des slogans révolutionnaires et pour notre espoir de briser le cynisme et la confusion et de trouver la voie de la transformation. Le poème chanté dans la vidéo est de Bismil Azimabadi ; les lignes sont puissantes,

Le désir de sacrifice est dans nos cœurs.

Nous verrons combien de force il y a dans les bras de l’assassin.

Des étudiants au festival de Faiz, le novembre 2019.

Chanter le sacrifice n'est pas une métaphore. Cette semaine marquait le 25^e anniversaire de l'assassinat de cinq étudiants et jeunes militants au Kerala – KK Rajeevan, KV Roshan, K Shibulal, K Madhu et C Babu ; ces militants de la Democratic Youth Federation of India et de la Students Federation of India ont lutté pour défendre et développer l'éducation publique. Ils ont été tués par le gouvernement de droite pour leurs espoirs.



TBT - Koothuparamba martyrs

Une semaine avant la marche des étudiants indiens vers le parlement, des délégués de 60 organisations, syndicats et partis politiques se sont réunis à Brasília (Brésil) pour un **sommet des peuples des BRICS**. La déclaration finale du rassemblement reflète le cœur de ce que les étudiants disaient à Delhi – *nous exigeons des changements, afin d'avoir un avenir*. L'idée d'un « avenir » est fondamentale à notre époque. La pensée néolibérale tend à faire valoir que nous vivons dans un présent sans fin ; le « futur », un concept aussi utopique, n'est plus possible. Dans un autre **article** récent, Prabhat Patnaik développe la célèbre déclaration de Marx : « Jusqu'à présent, les philosophes n'ont interprété le monde que de diverses manières ; le but est de le changer ». Marx, écrit-il, ne pointait pas du doigt deux activités distinctes : l'interprétation et l'action. Marx a

plutôt fait valoir qu'un type d'intellectuel interprète le monde en étant » piégé dans la vision du monde tel qu'il existe » ; l'autre type d'intellectuel interprète le monde » d'un point de vue qui implique la construction de l'image d'un monde alternatif différent d'elle « .

Des programmes d'action qui dépassent les contours du présent – qui sont encadrés par les contradictions du capitalisme – se heurteraient nécessairement aux limites du système ; un financement adéquat du secteur social – y compris de l'enseignement supérieur – n'est pas disponible dans ce système non pas parce que ses gestionnaires ne sont pas informés des faibles niveaux de financement, mais parce qu'ils sont décidés à ne pas les fournir. Lutter pour l'avenir – la révolution – exige des luttes constantes pour le présent – des réformes ; la » révolution « , écrit Prabhat Patnaik, » est le résultat d'un engagement sans compromis à la réforme, bien que le résultat doive nécessairement aller au-delà de la réforme spécifique elle-même « . Le résultat est, comme l'a **dit** le sommet des peuples du BRICS, l'*avenir*.

Lowkey (featuring Mai Khalil), *Iraq2Chile (Martyrs of Hope)*, 2019.

Lorsque les réformes s'approchent des limites calcifiées de ce qui est admissible – comme la nationalisation des ressources – les volets de la civilité s'abaissent. Dans la déclaration finale du sommet des peuples du BRICS, l'expression » guerres hybrides » fait son apparition. Dans notre **dossier no. 17** (juin 2019), nous avons développé ce terme pour désigner » une combinaison de moyens non conventionnels et conventionnels utilisant un éventail d'acteurs étatiques et non étatiques qui couvrent l'ensemble de la vie sociale et politique « . Le coup d'État perpétré contre le gouvernement bolivien le 11 novembre a précisément été mené dans le cadre de la stratégie de la guerre hybride. Il y a eu une lutte à long terme, presque treize ans, pour saper la politique du gouvernement en matière de nationalisme des ressources, dont une partie a été menée directement par l'ambassade des États-Unis. (En 2007, lorsque des magnats américains de l'industrie minière ont voulu rencontrer le vice-président bolivien, l'ambassadeur américain Philip Goldberg **a déclaré** : » Malheureusement, sans dynamite dans les rues, il n'est pas certain que l'ambassade ou les compagnies minières internationales seront en mesure d'atteindre cet objectif même minimal.) *Sans dynamite dans la rue* : tout a été militarisé l'année dernière, y compris l'Organisation des États américains (dont 60% du budget est payé par le gouvernement américain), les généraux boliviens (dont beaucoup sont formés aux États-Unis), et même des intellectuels et des dirigeants d'ONG.

L'arête vive de la guerre hybride est la bataille pour l'information. L'une des victimes de cette guerre hybride est la reconnaissance des immenses progrès réalisés par le gouvernement du Mouvement pour le socialisme (MAS), dirigé par Evo Morales Ayma, en Bolivie. C'était comme si Morales et son gouvernement avaient provoqué ce coup d'état sur eux-mêmes, et non pas qu'il s'agissait d'un coup d'état contre le nationalisme des

ressources et par une clique néofasciste en Bolivie (maintenant coupable d'un **massacre** à Senkata). Contre ce licenciement occasionnel – et consécutif – du travail du gouvernement du MAS, Roxanne Dunbar-Ortiz, Ana Maldonado, Pilar Troya Fernández, et j'ai écrit « **Une lettre aux intellectuels qui ridiculisent les révolutions au nom de la pureté** ». Notre lettre porte sur le rythme des révolutions et sur la place centrale du socialisme féministe indigène dans ces processus révolutionnaires en Bolivie et au Venezuela. Voici un court extrait de l'essai :

Ces processus révolutionnaires ont non seulement dû travailler selon les règles de la démocratie libérale, mais ils ont en même temps construit un nouveau cadre institutionnel à travers les communautés et autres formes. C'est en remportant les élections et en prenant en charge les institutions de l'État que la révolution bolivarienne a pu orienter les ressources vers une augmentation des dépenses sociales (santé, éducation, logement) et une attaque directe contre le patriarcat et le racisme. Le pouvoir d'État, aux mains de la gauche, a été utilisé pour construire ces nouveaux cadres institutionnels qui étendent l'État et vont au-delà. L'existence de ces deux formes – les institutions démocratiques libérales et les institutions socialistes-féministes – a conduit à l'éclatement du préjugé d'une « égalité libérale » fictive. La démocratie, si elle est réduite à l'acte de voter, force les individus à croire qu'ils sont des citoyens ayant le même pouvoir que les autres citoyens, quelles que soient leurs positions socio-économiques, politiques et culturelles. Le processus révolutionnaire remet en question ce mythe libéral, mais il n'a pas encore réussi à le vaincre, comme on peut le voir en Bolivie et au Venezuela. C'est une lutte pour créer un nouveau consensus culturel autour de la démocratie socialiste, une démocratie qui ne s'enracine pas dans un « vote égal », mais dans une expérience tangible de construction d'une nouvelle société.

Cordialement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey.*